

**BRESIL : FICHE PAYS – JUILLET 2023**



Catégorie OCDE (2017) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB-/Ba2/BB

Monnaie locale : Réal (BRL) / Régime de change : flottant

Horizon neutralité climat : 2050

**FORCES**

- Economie diversifiée, taille du marché interne
- Population jeune
- Matières premières agricoles et énergétiques abondantes
- Réserves en devises considérables

**FAIBLESSES**

- Maîtrise des comptes publics
- Insuffisance des infrastructures
- Exposition aux fluctuations du cours de matières premières
- Secteur industriel peu compétitif

**SYNTHÈSE :**

Evolution des risques : Stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- **Vulnérabilité de la croissance** : les perspectives de croissance pour 2023 ont été revues à hausse, autour de 2% pour 2023 (contre +2,9% en 2022), tirées par le dynamisme du secteur agricole sur la première partie de l'année. La consommation privée devrait bénéficier de la baisse de l'inflation, du dynamisme du marché de l'emploi ainsi que des stimulus budgétaires annoncés par le gouvernement. La politique monétaire encore restrictive, malgré un début d'assouplissement prévu, risque de pénaliser les décisions d'investissement, mais l'amélioration de la perception du risque souverain est susceptible d'attirer les investissements étrangers. Sur le front externe, les exportations de matières premières (soja, maïs en particulier) bénéficient des volumes exportés et d'une demande chinoise soutenue (métaux en particulier) qui compense la modération des prix des biens exportés.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le solde public devrait se creuser en 2023. Il affiche d'ores et déjà un déficit de 6,4% du PIB en mai 2023 (contre 4,6% en fin d'année dernière), tiré par l'augmentation des dépenses d'intérêt payés sur la dette en lien avec le taux du SELIC resté élevé (13,75% depuis mi-2022), ainsi que la diminution des recettes, liée à la réduction de la taxe prélevée sur les carburants en particulier. Dans ce contexte, la dette publique devrait reprendre une trajectoire haussière et s'élève désormais à 73,6% du PIB en mai 2023 (contre 72,9% du PIB en décembre 2022), selon les calculs de la banque centrale. A plus moyen terme, la mise en application des nouvelles règles budgétaires (en cours de validation finale) devrait permettre d'ancrer les perspectives d'évolution du déficit et de la dette publique contribuant ainsi à l'amélioration de la perception du risque souverain. A noter par ailleurs que l'agence de notation S&P a d'ores et déjà changé les perspectives de la note souveraine du Brésil de stable à positive en juin dernier.
- **Vulnérabilité extérieure** : le niveau de vulnérabilité externe demeure relativement faible au Brésil. Les entrées d'IDE, qui ont atteint un record en 2022 à 92 Mds d'USD, couvrent largement le déficit courant. Les réserves en devises demeurent élevées (343 Mds USD en juin 2023) et couvrent la totalité de la dette externe brésilienne (hors prêts intra-entreprises et créances détenues par les non-résidents, mais émises et remboursées en BRL). La monnaie brésilienne a eu par ailleurs tendance à s'apprécier depuis le début de l'année, mais l'assouplissement prévu de la politique monétaire conjugué aux perspectives des nouvelles hausses du taux de la FED pourraient cependant contribuer à une moins bonne performance du réal face au dollar sur la deuxième partie de l'année.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire reste sain et bien capitalisé et ne présente pas de risques pour la stabilité du système financier brésilien. La rentabilité en revanche peu progressé, affectée par la hausse des provisions pour pertes, tirées par les difficultés financières d'une des plus grandes chaînes de vente du détail du pays.

**Environnement politique et gouvernance :**

- **Stabilité socio-politique** : Après l'approbation de la réforme du nouveau cadre budgétaire, le gouvernement du président Lula compte sur l'adoption de la réforme fiscale d'ici la fin de l'année. Cette réforme est censée réduire la grande complexité fiscale qui pèse sur les décisions d'investissements et affecte le climat d'affaires du pays, en créant notamment une taxe sur la valeur ajoutée (inexistante à ce stade) qui remplacerait un certain nombre des taxes actuellement en vigueur.
- **Climat des affaires** : La persistance d'une grande complexité fiscale, l'insuffisance d'infrastructures, une perception de la corruption encore élevée, bien qu'en diminution, pénalisent le climat des affaires brésilien.

**Environnement et politique du climat :**

- **Vulnérabilité climatique** : Le gouvernement Lula a d'ores et déjà signé divers décrets visant à renforcer la protection de l'Amazonie. Pour le secteur de l'énergie, les tendances de la production d'énergie renouvelable sont positives avec une augmentation constante des capacités éoliennes et solaires.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Pétrole	13,7%	Combustibles	14,0%	Chine	29,1%	Chine	21,0%
Soja	13,5%	Machines, appareils mécan.	12,6%	Etats-Unis	11,6%	Etats-Unis	17,6%
Minerais de fer	12,4%	Machines, appareils élect.	12,5%	Argentine	4,7%	Allemagne	5,5%
Viandes (bovin, poulet, porc)	6,7%	Voitures	6,7%	Pays-Bas	4,0%	Argentine	5,5%
Fonte, fer et acier	4,8%	Produits chimiques organiques	6,3%	France (21ème)	1,1%	France (10ème)	2,1%

Source: Cnucead



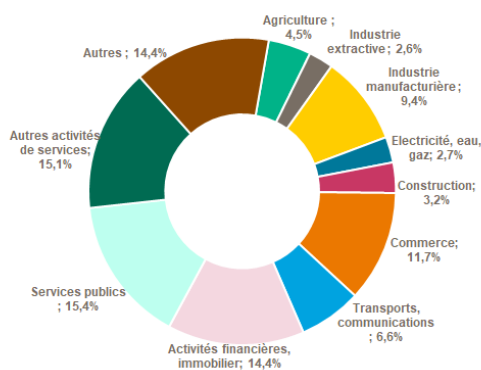
## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

BRESIL		2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)		1 873	1 476	1 649	1 924	2 081	2 211
	<i>Rang PIB mondial</i>	7	7	7	9	9	8
Population (Mns)		210,1	211,8	212,6	213,9	215,2	216,3
	<i>Rang Population mondiale</i>	5	5	5	5	5	5
PIB / habitant (USD)		8 914	6 971	7 755	8 995	9 673	10 218
Croissance PIB (%)		1,2	-3,3	5,0	2,9	2,2 <sup>D</sup>	1,3 <sup>D</sup>
Inflation (moyenne annuelle, %)		3,7	3,2	8,3	9,3	4,9 <sup>D</sup>	3,9 <sup>D</sup>
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		30,2	25,0	25,1	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dettes publiques (% PIB) <sup>E</sup>		74,3	86,9	78,3	72,9	75,4	78,3
Solde public (% PIB) <sup>E</sup>		-5,8	-13,3	-4,3	-4,6	-7,7	-7,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		23,7	21,7	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB) <sup>F</sup>		-3,6%	-1,9%	-2,8%	-3,0%	-1,7%	-1,5%
IDE (% du PIB)		4,1%	3,7%	3,0%	2,8%	4,3%	4,0%
Réserves (en mois d'importation B&S)**		22,2	23,2	16,3	12,5	13,9	13,6
Dettes extérieures totales (% PIB)**		31%	37%	34%	29%	28%	28%
Dettes extérieures CT (% PIB)*		4,2%	4,7%	4,8%	NA	NA	NA
Taux de change		3,9	5,2	5,4	5,2	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés		19,4	19,1	18,4	NA	NA	NA
Taux de NPL		2,7	1,9	2,1	NA	NA	NA
ROE		15,6	11,5	14,7	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		124	125	132	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		125	109	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>		90	90	90	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>		68	64	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>		25	47	53	58	NA	NA

*Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (Weo avril 2023), \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics*

a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, D: Prévisions de marché (FOCUS) du 25/07/2023, E: Banco Central do Brasil (prévisions de marché pour les données 2023 et 2024), F: Prévisions de marché local.

Brésil : Ventilation sectorielle du PIB (2019)





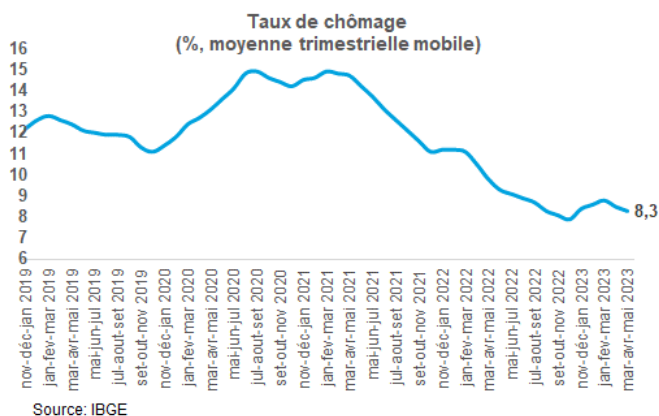
# 1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Hausse des perspectives d'activité en 2023**

Les perspectives de croissance pour 2023 ont été revues à la hausse, autour de 2,1% (contre +0,3% en début d'année), selon les prévisions de marché plus récentes<sup>1</sup>. L'activité affiche d'ores et déjà une croissance robuste à +1,9% en t/t et à +4% en g.a au T1 2023, tirée par le dynamisme du secteur agricole (la hausse de la production du soja en particulier).

La progression de l'activité est prévue cependant plus faible sur les prochains trimestres. La politique monétaire encore restrictive devrait affecter l'investissement, bien que la baisse progressive de l'inflation (Cf. politique monétaire ci-dessous) devrait favoriser un début d'assouplissement monétaire dès la prochaine réunion de la banque centrale en août.

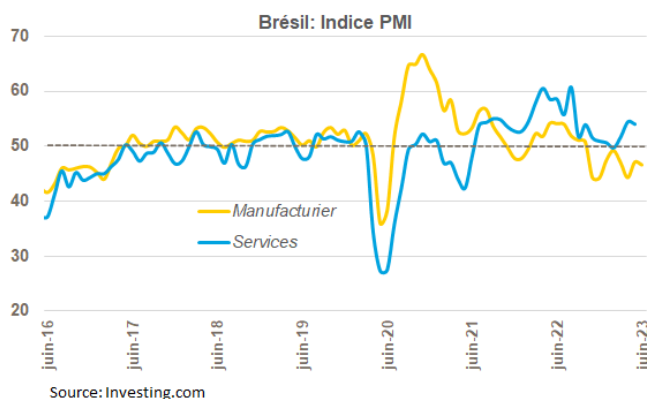
La consommation privée (moteur de la croissance) resterait plutôt dynamique, favorisée par la baisse progressive de l'inflation, par un marché du travail encore dynamique (cf. graphique ci-dessous), ainsi que par les stimulus budgétaires : hausse de l'allocation versée aux familles plus vulnérables (*Bolsa Familia*) et du salaire des fonctionnaires, anticipation du 3<sup>ème</sup> mois pour les retraités et incitations à l'achat des véhicules.



De plus, l'approbation par la Chambre des députés et par le Sénat du nouveau cadre budgétaire (Cf. Finances Publiques) permet d'ancrer les perspectives sur l'évolution de finances publiques et de la dette, contribuant ainsi à une amélioration de la perception du risque souverain<sup>2</sup>. L'attractivité du pays vis-à-vis des investisseurs étrangers pourrait ainsi être renforcée, favorisant notamment les entrées des capitaux, ainsi une appréciation de la monnaie brésilienne.

Sur le front externe, les exportations de matières premières agricoles (soja, maïs en particulier) ont bénéficié des prix soutenus, bien que plus modérés qu'en 2022, et surtout des récoltes exceptionnelles sur la première partie de l'année. La réouverture de l'économie chinoise est aussi de bon augure pour les exportations brésiliennes (1<sup>er</sup> client du pays).

Enfin, la confiance de l'industrie s'infléchit sur la première partie de l'année, tandis que celle des services tend à s'améliorer selon les indicateurs PMI les plus récents (Cf. graphique ci-dessous).

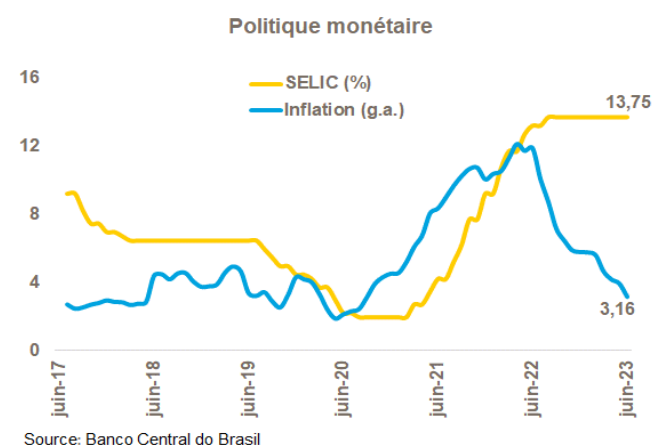


- **Vers un assouplissement de la politique monétaire dès la mi-année**

Face à la hausse constante de l'inflation (de juin 2020 à juin 2022), la banque centrale a été amenée à rehausser son taux directeur (SELIC) de 1175 pbs depuis le mois de mars 2021 à 13,75%.

Sur les douze derniers mois, l'inflation atteint 3,1% en g.a. en juin 2023 (contre 11,8% sur la même période l'an passé). Dans ce contexte, les perspectives de marché<sup>3</sup> prévoient une inflation moyenne de 4,9% pour 2023 (contre 9,3% en 2022), ce qui resterait cependant supérieur à la cible de la banque centrale portée à 3,25% pour 2023.

Selon le communiqué de la banque centrale, un assouplissement progressif du SELIC pourrait être envisagé dès le mois d'août. Une baisse de 0,25p.p. est ainsi prévu par le marché.



- **Un secteur bancaire sain**

Le système bancaire brésilien est diversifié et conforme aux standards internationaux. Les banques nationales : Itau, Banco do Brasil, Caixa Economica

<sup>1</sup> Source : Focus du 3 juillet 2023.

<sup>2</sup> Note en bas de page n°1.

<sup>3</sup> FOCUS du 06 janvier 2023



Federal et Bradesco sont les leaders du marché bancaire local.

Les niveaux de capitalisation du secteur bancaire restent confortables et au-dessus des minimums réglementaires et du niveau prépandémie.

Le niveau de rentabilité a en revanche peu progressé : le profit net s'élève à 139 Mds de BRL fin 2022, soit le même niveau observé à mi-année. La hausse des provisions pour pertes, tirée en particulier par les difficultés financières qui ont conduit à la faillite du groupe « Lojas Americanas<sup>4</sup> » ont pesé sur la rentabilité des banques en 2022. Le ROE affiche dans ce contexte une baisse à 14,7% (contre 15,7% en 2021), mais reste confortable. A noter cependant que la stabilité du système financier brésilien ne semble pas menacée selon les divers « stress tests » menés par la Banque centrale. Le scénario économique marqué par des conditions financières encore restrictives pourrait cependant affecter la progression du crédit.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- Retour prévu du déficit primaire et hausse de la dette en 2023

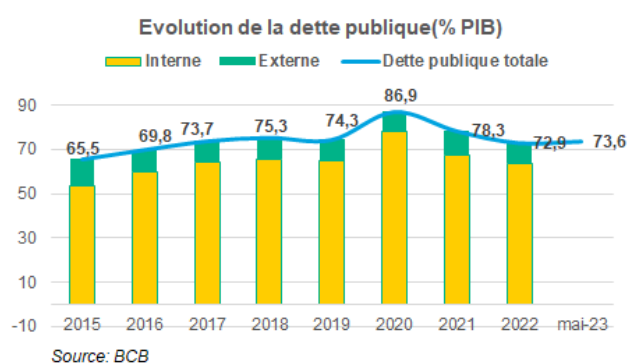
En 2022, l'augmentation des dépenses d'intérêt payés sur la dette (près de 6% du PIB, contre 5% du PIB en 2021), tirée par la hausse du taux de référence (SELIC), a pesé sur l'équilibre des finances publiques tandis que le solde primaire lui s'améliorait. Il est en effet redevenu positif depuis 2021. L'Etat brésilien avait en effet bénéficié d'une hausse des recettes budgétaires courantes dopées par l'inflation et par la hausse du prix des matières premières, impactant également la remontée des dividendes des entreprises d'Etat (Petrobras en particulier).

Le ratio de dette/PIB a affiché aussi une baisse à 72,9% du PIB en 2022, favorisée par la hausse du PIB nominal. Il revient à son niveau d'avant crise sanitaire (après 78,3% en décembre 2021 et 86,9% du PIB en décembre 2020), selon la méthodologie de calcul de la banque centrale<sup>5</sup>.

Pour 2023, les perspectives sont en revanche moins favorables avec un retour du déficit primaire, prévu autour de 1,4% du PIB<sup>6</sup>. Le surplus primaire atteint +0,4% du PIB en mai 2023 (contre +1,3% du PIB sur la même période l'an passé) marquant ainsi un retournement de tendance. La réduction du taux de la taxe appliquée sur les carburants dès la mi-2022 ayant contribué en partie à la baisse des recettes. Le solde nominal s'est par ailleurs creusé à 6,4% du PIB en

mai 2023 (contre 4,6% du PIB l'an passé), tiré par l'augmentation des dépenses d'intérêt payés sur la dette en lien avec le taux du SELIC resté élevé (13,75% depuis mi-2022).

Selon les données de la banque centrale, la dette publique est en progression à 73,6% du PIB en mai 2023 (contre 72,9% en décembre 2022). Elle devrait continuer à progresser jusqu'au moins 2024, mais grâce à la mise en place des nouvelles règles budgétaires (Cf. détail ci-dessous), les marchés anticipent une amélioration de son évolution à plus long terme. D'ores et déjà l'agence Fitch a réhaussé la note du pays à BB (contre BB- précédemment)<sup>7</sup>, tandis que l'agence de notation S&P a changé les perspectives du Brésil de stables à positives en soulignant la stabilité des politiques budgétaire et monétaire du pays<sup>8</sup>.



- Un nouveau cadre budgétaire

Le projet de réforme de règle budgétaire présenté par le gouvernement Lula pour remplacer l'ancien « Teto de gastos » a été approuvé par le Chambre des députés et amendée par le Sénat, avec quelques modifications minimales, il doit ainsi à nouveau être soumis au vote à la Chambre des députés, prévu en août. Ce nouveau cadre budgétaire vise notamment à assurer que le niveau des dépenses du gouvernement fédéral soit lié à l'évolution des recettes et du résultat primaire défini par chaque gouvernement en début de mandat.

Le gouvernement s'est ainsi fixé pour objectif d'attendre un résultat primaire de -0,5% du PIB en 2023 avec un intervalle de tolérance de +/- 0,25% du PIB. Pour 2024, l'objectif est d'atteindre un résultat à l'équilibre, suivi des surplus primaires de +0,5% du PIB en 2025 et de +1% du PIB en 2026 (+/- 0,25% du PIB).

Ainsi, si l'objectif de déficit primaire est atteint, la hausse des dépenses de l'année suivante sera fixée à 70% au maximum de la croissance des recettes de l'année précédente. En revanche, si le résultat

<sup>4</sup> Il s'agit d'une des plus grandes chaînes de vente au détail du pays.

<sup>5</sup> A la différence du FMI, la Banque centrale n'intègre dans le calcul de la dette publique que la part des titres « *titulos livres* » émis par le Trésor mais cédés sur le marché.

<sup>6</sup> Source : Ministère du Budget (*Planejamento e Orcamento*), prévisions de juillet 2023 : <https://www.gov.br/planejamento/pt-br/assuntos/noticias/sof-revisa-projecao-para-o-deficit-primario-em-2023-para-r-145-4-bilhoes>

<sup>7</sup> <https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-upgrades-brazil-to-bb-outlook-stable-26-07-2023>

<sup>8</sup> <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-06-14/brazil-credit-outlook-raised-to-positive-by-s-p-real-jumps>



primaire est supérieur à l'intervalle de tolérance de la cible (+0,25% du PIB par rapport à l'objectif fixé) l'Etat pourra affecter cet excédent à des nouveaux investissements. Dans le cas contraire, la hausse des dépenses sera limitée à 50% de la croissance des recettes de l'année précédente.

Le nouveau régime budgétaire établit cependant une limite pour la croissance des dépenses fédérales primaires qui ne pourra être ni inférieure 0,6%<sup>9</sup> ni supérieure à 2,5% par an. Il permet ainsi d'ancrer les perspectives d'évolution des finances publiques et de l'endettement à moyen terme.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- Vers une diminution du déficit courant

En 2022, l'excédent de la balance commerciale a atteint un nouveau record à 62,3 Mds d'USD (contre 61 Mds d'USD en 2021). Les perspectives pour 2023 restent toute aussi optimistes. Sur les 6 premiers mois de l'année, le solde commercial affiche un excédent de près de 45 Mds d'USD, soit une hausse de 31,5% par rapport à la même période l'an passé. Les exportations ont augmenté de 1% par rapport à l'an passé à 165,7 Mds d'USD, contre une baisse de 7,1% pour les importations à 120,6 Mds d'USD.

Les exportations ont en effet bénéficié d'une récolte agricole record, du soja en particulier, qui a compensé la modération du cours des matières premières. Minerai de fer, soja et pétrole ont été les principaux produits exportés par le pays. Le continent asiatique et la Chine en particulier (28% des exportations en moyenne) demeure le principal client du pays.

Le solde courant est prévu autour de 1,7% (contre 3% du PIB en 2022), selon les dernières prévisions.

- Les flux d'IDE continuent d'assurer le financement externe du pays

L'économie brésilienne est traditionnellement dépendante de l'afflux de capitaux extérieurs pour assurer son financement. Selon le rapport de la CNUCED<sup>10</sup>, le Brésil a été la 5<sup>ème</sup> destination mondiale des flux entrants d'IDE en 2022.

Selon les données de la banque centrale, les flux d'IDE entrants s'élèvent à près de 92 Mds d'USD en 2022 (environ 4,3% du PIB) contre 46,4 Mds d'USD en 2021. Ces flux sont ainsi suffisants pour financer le déficit courant du pays (3% du PIB en 2022). Les IDE devraient par ailleurs continuer à jouer un rôle essentiel pour garantir l'équilibre financier du pays compte tenu notamment du niveau structurellement faible de l'épargne domestique (15,9 % du PIB en 2022).

- Un endettement externe limité

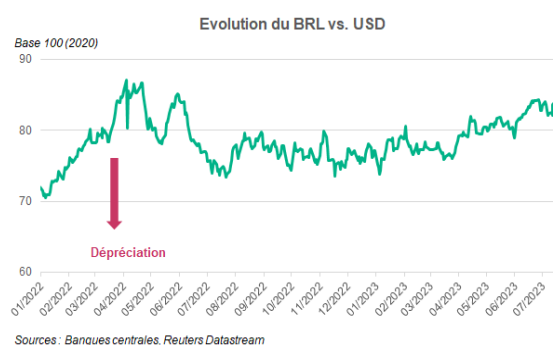
La dette externe brésilienne s'élève à 694,7 Mds d'USD en mars 2023, dont 38% constituée par des prêts

<sup>9</sup> Indépendamment du niveau de recettes, les dépenses devront progresser au minimum de 0,6% par an au-dessus de l'inflation. Il s'agit d'un mécanisme anticyclique en cas de scénario économique atypique.

intra-entreprises et 15,6% des titres de créances négociables<sup>11</sup>. La part de la dette du gouvernement central et de la banque centrale dans le total de la dette externe brute du pays est relativement faible à 13% en mars 2023. Les réserves en devises du pays contribuent à la maîtrise du risque de liquidité externe. Elles s'élèvent à 343,6 Mds d'USD en juin 2023, soit un montant supérieur à la dette brute externe totale du pays (321,4 Mds d'USD, hors prêts intra-entreprises et créances négociables) et donc suffisantes pour couvrir les échéances de la dette externe publique et privée du pays.

- Vers une moins bonne performance de la monnaie sur la 2ème partie de l'année

Le réal a tendance à s'apprécier depuis le début de l'année favorisé par le taux directeur resté inchangé (Selic à 13,75%), une balance commerciale qui s'est améliorée tirée par le dynamisme des exportations (agricoles en particulier), ainsi que la baisse de la perception du risque souverain, favorisée par l'approbation du nouveau cadre budgétaire (Cf. finances publiques).



L'assouplissement prévu de la politique monétaire dès le mois d'août conjugué aux perspectives de nouvelles hausses du taux de la FED pourrait cependant contribuer à une moins bonne performance du réal face au dollar sur la deuxième partie de l'année. A noter cependant que la banque centrale dispose de réserves en devises confortables (autour de 343 Mds d'USD) et qui placent le Brésil en position favorable pour résister aux chocs externes et soutenir le réal si besoin.

### 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- Un agenda de réformes plutôt réussi à présent

Le président Luiz Inacio Da Silva (Lula) est de retour au pouvoir 12 ans après l'avoir quitté. Il a ainsi entamé en janvier 2023 un 3<sup>ème</sup> mandat remporté de justesse face à l'ancien président Jair Bolsonaro avec 50,9% des votes valides (contre 49,1% pour le président sortant).

<sup>10</sup> [World Investment Report 2023 \(unctad.org\)](https://www.unctad.org/fr/world-investment-report-2023)

<sup>11</sup> Il s'agit de la part des titres de créances négociables émis et remboursés en BRL, mais détenues par les non-résidents.



Le président du parti de gauche « Partido dos Trabalhadores (PT) » a formé une coalition de partis de gauche à centre-droit, mais l'environnement politique demeure encore polarisé et pourrait peser sur les décisions politiques à venir.

Alors que les premières déclarations du gouvernement n'ont pas été bien perçues par les marchés, l'incertitude sur l'ajustement des comptes publics semble s'être dissipé grâce à l'approbation du nouveau cadre budgétaire (Cf. finances publiques). Le projet de réforme fiscale est aussi un sujet crucial et marquerait une deuxième réussite pour le gouvernement en ce début de mandat. Le projet a été approuvé par la chambre des députés et est en cours d'analyse au Sénat. Il vise à modifier le système de taxes sur la production et la consommation et propose notamment la création d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui remplacerait 5 autres taxes actuellement prélevées tant au niveau fédéral, étatique que municipal. L'objectif étant de réduire la complexité du cadre fiscal qui pénalise l'environnement des affaires et génère des litiges.

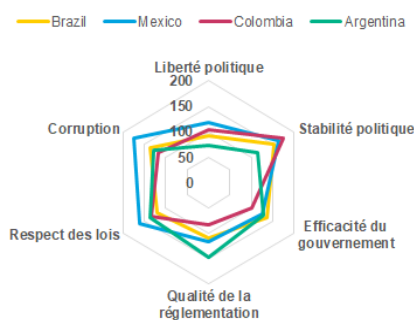
Le temps nécessaire pour l'acquiescement des impôts et taxes reste en effet le point le plus faible du pays souligné par la Banque Mondiale. L'approbation de la réforme fiscale en cours de discussion pourrait donc créer un cadre plus propice à l'investissement en réduisant la complexité fiscale qui pèse sur la décision d'investissements dans ce pays.

- Une perception de la corruption en diminution

Le Brésil a été marqué par de très nombreux scandales de corruption, notamment dans les milieux politiques, et concernant les marchés publics. Le scandale de corruption qui a touché Petrobras et quelques grandes entreprises du BTP en sont une parfaite illustration.

Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, le niveau de corruption au Brésil reste élevé mais affiche une baisse par rapport à l'année précédente et à un niveau inférieur à celui observée dans le 2<sup>ème</sup> pays le plus grand de la région, le Mexique (Cf. graphique ci-dessous).

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



## 5. POLITIQUE CLIMAT

- Le président Lula devrait mener une politique pro-climat plus active

Alors que le précédent gouvernement faisait régulièrement l'objet des vives critiques concernant sa politique environnementale, le nouveau gouvernement a signé divers décrets visant à renforcer la protection de l'Amazonie.

Le nouveau chef de l'Etat a notamment annoncé le dégel du fonds pour l'Amazonie (*Fundo Amazonia*) qui avait été bloqué en 2019, suite aux divergences entre le gouvernement Bolsonaro et les principaux donateurs internationaux (Norvège et Allemagne en particulier). Il a aussi institué une commission interministérielle pour la prévention et le contrôle de la déforestation et a aussi mis fin à l'exploitation minière dans certaines zones protégées.

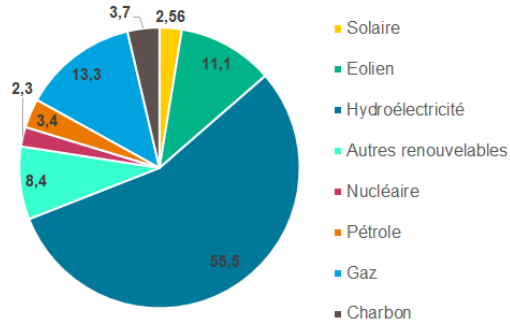
En avril 2021, le pays s'est engagé pour la neutralité carbone à l'horizon 2050, soit 10 années plus tôt qu'initialement prévu. En mai 2022, un décret qui instaure un cadre pour la création d'un marché réglementé du carbone a par ailleurs été créé.

Les efforts pour l'élimination de la déforestation illégale et ainsi que la réduction de 30% des émissions de méthane à l'horizon 2030, annoncés par l'ancien gouvernement lors de la COP 26, devraient être poursuivis.

La déforestation constituerait au Brésil la principale source d'émissions de GES du pays, suivi du secteur agricole qui lui-même est un facteur de la déforestation. La mise en place d'une politique de protection effective de la forêt amazonienne semble en effet une condition indispensable pour permettre au Brésil d'atteindre son objectif de neutralité carbone à long terme.

Pour le secteur de l'énergie, les tendances de la production d'énergie renouvelable sont positives avec une augmentation constante des capacités éoliennes et solaires. A noter par ailleurs que la production d'énergie hydroélectrique est la principale source de production du pays (Cf. graphique production 2021 ci-dessous) alors qu'à peine 25% du potentiel hydroélectrique du pays serait utilisé.

Brésil : mix électrique par sources, en % (2021=654,35 TWh)





## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**      Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays      baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et risques pays

**Anne-Sophie Fèvre**      *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*      as.fevre@bpifrance.fr  
**Adriana Meyer**      *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*      adriana.meyer@bpifrance.fr  
**Victor Lequillier**      *MENA, Turquie, Chine, ASEAN*      victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**      Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*      sabrina.elkasmi@bpifrance.fr  
**Laetitia Morin**      *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*      laetitia.morin@bpifrance.fr  
**Thomas Laboureau**      *Macroéconomie France, conjoncture ETI*      thomas.laboureau@bpifrance.fr

## Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.